

# L'AFRIQUE, UNE ÉTERNELLE ASSISTÉE ? ANALYSE DE LA COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE-CHINE POUR UN PARTENARIAT DURABLE

**Ahiza Célestine NAMOI**

*Ecole Normale Supérieure (ENS) d'Abidjan*

*E-mail : celestine.namoi06@gmail.com*

**Zahoua Roland AHOUMAN**

*Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI)*

*E-mail : roland5.abouaman@uvci.edu.ci*

## Résumé

*L'Afrique est souvent présentée comme une terre d'assistanat dépendante de l'aide internationale pour son développement. L'aide au développement des pays occidentaux et des institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale) a été toujours envoyée avec son caractère conditionnel et son inefficacité à réduire la pauvreté dans les nombreux pays africains et asiatiques. A l'anne de la reconfiguration géopolitique et des nouvelles formes de coopération, la Chine s'affiche comme un partenaire stratégique du continent africain. La nature réelle de cette coopération reste sujette à débat : s'agit-il d'un partenariat gagnant-gagnant ou d'un nouveau visage de la dépendance déguisée ? A partir de la coopération sino-ivoirienne, nous nous interrogeons sur la dynamique de partenariat ou d'assistance dont bénéficie les pays africains et examinons la coopération sino-ivoirienne sous l'angle de l'éducation et de la formation afin de savoir si ce partenariat rompt ou reproduit les logiques d'assistanat habituels. À travers une approche méthodologique mixte, combinant une étude des sources écrites ou documentaires, des entretiens semi-directifs et un échantillonnage par boules de neige auprès des associations et acteurs institutionnels, nous avons recueilli des données représentatives. Les résultats ont révélé une coopération Chine – Afrique basée sur les investissements dans les infrastructures, l'éducation et les secteurs productifs africains et ivoiriens sous forme d'aides au développement à partir des accords et programmes éducatifs financés par la Chine, sans toutefois oublier de proposer les perspectives de la coopération sino-ivoirienne et africaine pour un vrai partenariat équilibré.*

**Mots-clés :** Bandung, aides au développement, coopération Chine-Afrique, institutions financières internationales, éducation-formation.

## Abstract

*Africa is often portrayed as a land of handouts, dependent on international aid for its development. Development aid from Western countries and global financial institutions (IMF, World Bank) has always been seen as conditional and ineffective in reducing poverty in many African and Asian countries. In the light of geopolitical reconfiguration and new forms of cooperation, China is emerging as a strategic partner for the African continent. The real nature of this cooperation remains open to debate: is it a win-win partnership, or a new face of disguised dependence? Using the example of Sino-Ivorian cooperation as a starting point, we examine the dynamics of partnership or assistance from which African countries benefit and examine Sino-Ivorian cooperation from the angle of education and training, to see whether*

*this partnership breaks with or reproduces the usual logic of assistance. Through a mixed-methodology approach, combining a study of written and documentary sources, semi-structured interviews and snowball sampling of associations and institutional players, we collected representative data. The results revealed China-Africa cooperation based on investment in infrastructure, education, and the African and Ivorian productive sectors, in the form of development aid from agreements and educational programs financed by China. This effort also proposed prospects for Sino-Ivorian and African cooperation, aiming for a truly balanced partnership.*

**Keywords:** Bandung, Development aid, China-Africa cooperation, International financial institutions, Education-Training.

## Introduction

La Conférence de Bandung, appelée parfois la Conférence afro-asiatique, s'est tenue du 18 au 24 avril 1955 dans la ville de Bandung en Indonésie. Elle a réuni 29 pays d'Asie et d'Afrique parmi lesquels certains venaient d'accéder à l'indépendance et d'autres encore en lutte pour leur liberté. Cette conférence a été un événement majeur dans l'histoire des relations internationales du XXe siècle. Les objectifs ou l'esprit de la Conférence de Bandung étaient d'affirmer l'indépendance politique des pays du Sud face aux blocs dominants de la Guerre froide (États-Unis et URSS), d'encourager la solidarité afro-asiatique face à la domination coloniale, au racisme, à la pauvreté et au sous-développement, et surtout, de promouvoir une indépendance des logiques de confrontation Est-Ouest. Malgré l'espoir suscité par cette Conférence, l'Afrique est restée comme un continent condamné à recevoir l'aide internationale ou une éternelle assistée des blocs dominants et surtout des colonisateurs (Ampiah, K. 2007; Tadonki, G. 2017). Cela a amené Konaté, M. (2010) à se demander si « L'Afrique noire était-elle un continent maudit ? ». Aujourd'hui, l'aide au développement des pays occidentaux et des institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale) vient encore avec son caractère conditionnel et son inefficacité à réduire la pauvreté dans de nombreux pays africains et asiatiques. Moyo Dambissa (2009) dénonce à cet effet une culture de « dépendance » dans laquelle se trouve ce continent de 57 pays. Les accords commerciaux inégaux (ex. accords de pêche UE-Afrique) et l'extraction des ressources sans transformation locale (pétrole, minerais) renforcent l'idée d'un pillage systémique. Autrement dit, l'Afrique regorge d'énormes richesses et potentialités convoitées par le monde extérieur, mais pourquoi demeure-t-elle dans l'assistance et la dépendance ? Avec l'éveil des consciences des peuples du Sud, ces

dernières décennies, nous assistons à une reconfiguration des relations entre l'Afrique et le reste du monde avec la montée en puissance de la République populaire de Chine et de la Russie. A cet effet, la Chine, en tant qu'acteur émergent ayant compris l'esprit de Bandung, propose depuis les années 2000 une coopération Sud-Sud dite « gagnant-gagnant » aux pays africains et asiatiques pour renforcer la solidarité afro-asiatique face à la domination occidentale, lutter contre la pauvreté et le sous-développement et sortir des logiques de confrontation Est-Ouest. En Côte d'Ivoire, la coopération sino-ivoirienne, officiellement établie en 1983, connaît un tournant décisif. Depuis les années 2000, la coopération entre l'Afrique et la Chine s'est considérablement renforcée à travers les investissements, le commerce et les infrastructures. Aujourd'hui, la Chine joue un rôle majeur dans le financement et la construction d'infrastructures clés dans le développement de la Côte d'Ivoire. Cette situation constitue un cas d'étude pertinent pour interroger cette dynamique de partenariat ou d'assistance dont bénéficie les pays africains. Cette étude se propose d'examiner la coopération sino-ivoirienne sous l'angle de l'éducation et de la formation afin de savoir si ce partenariat rompt ou reproduit les logiques d'assistanat habituels. Pour y parvenir, nous allons d'abord montrer comment l'Afrique demeure sous le poids des aides extérieures. Ensuite, présenter les fondements et l'évolution de la coopération sino-ivoirienne dans le domaine Education-Formation de 1983 à 2023. Et enfin, les enjeux, les défis et les perspectives de la coopération sino-ivoirienne et africaine pour un vrai partenariat équilibré vers un levier du développement durable.

## **1. Revue de littérature**

A l'aune de la reconfiguration géopolitique et des nouvelles formes de coopération, la Chine s'affiche comme un partenaire stratégique du continent africain. Elle s'appuie sur l'héritage de la Conférence de Bandung fondé sur l'idéal des relations Sud-Sud avec les principes de non-ingérence et l'offre d'avantage ou de bénéfice mutuel (une approche gagnant-gagnant) pour aider l'Afrique à sortir de la pauvreté et du sous-développement (Ampiah, 2007), parallèlement aux modèles traditionnels occidentaux qui restent marqués par des conditionnalités politiques créant des effets de dépendance (Niquet, 2006:361-374).

### ***1.1- L'Afrique comme éternelle assistée par les Occidentaux et Chinois à travers les aides financières internationales***

La dépendance chronique de l'Afrique à l'égard de l'aide publique au développement occidentale est un thème largement débattu dans la littérature. Dambisa Moyo, dans *Dead Aid* (2009), critique fermement le rôle des aides occidentales, affirmant qu'elles ont grandement contribué à renforcer la dépendance qu'à stimuler un développement endogène. Elle soutient que ces aides ont souvent alimenté la corruption, affaibli les institutions locales et découragé les initiatives privées. De nombreux chercheurs tels que Easterly (2006) et Bauer (1971) ont dénoncé l'effet pervers des aides occidentales conditionnées par les réformes néolibérales imposées par le FMI et la Banque mondiale, notamment à travers les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) des années 1980-1990. Ces politiques ont conduit à la privatisation des services publics essentiels et au désengagement de l'État, exacerbant les inégalités et l'instabilité économique (Samb, M. 2009, Plane, P. 1998). Selon Tandon (2008), cette relation d'assistance se manifeste par une hiérarchisation du savoir et des priorités, où les programmes sont souvent définis à Washington, Paris ou Londres plutôt qu'à Dakar ou à Abidjan, spécifiquement la capacité des États africains à maîtriser leur propre agenda de développement. Par ailleurs, la Chine fournit huit types d'aide étrangère à l'Afrique, à savoir : des projets complets, biens et matériaux, coopération technique, coopération pour le développement des ressources humaines, assistance médicale, aide humanitaire d'urgence, programmes de volontariat et allègement de la dette. Elle s'articule autour des huit principes exposés par Zhou Enlai, (Pozzard, M. H. 2009). L'aide de la Chine à l'Afrique couvre un large éventail de domaines, tels que l'agriculture, l'éducation, les transports, l'énergie, les communications et la santé et se traduit par des investissements en Afrique qui sont passés de 210 millions de dollars en 2000 à 3,17 milliards en 2011. La Chine a accordé à l'Afrique 1 000 milliards de dollars de financements, incluant des investissements directs, des prêts à taux réduit et des prêts commerciaux (Sun, Y. 2014).

### ***1.2- La coopération Chine – Afrique : investissements dans les infrastructures, l'éducation et les secteurs productifs***

Contrairement à l'approche occidentale axée sur l'aide, la Chine privilégie une logique d'investissements structurants dans les infrastructures,

l'agriculture, l'énergie et l'industrie. Cette stratégie est bien documentée par Brautigam (2009) dans *The Dragon's Gift*, où elle montre que la Chine adopte une approche de coopération Sud-Sud basée sur les principes de non-ingérence, de respect mutuel et d'avantages réciproques. La Chine investit massivement dans les infrastructures africaines (routes, ports, barrages, télécommunications), considérées comme un préalable au développement économique. L'Initiative « la Ceinture et la Route » (Belt and Road Initiative – BRI) s'étend à de nombreux pays africains, renforçant l'intégration régionale et facilitant les échanges commerciaux. Dans les secteurs productifs, la Chine accompagne l'Afrique pour la mise en place de zones économiques spéciales et de partenariats industriels telles que la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF), (Cabestan, J. P. 2013:150-171). Elle promet un transfert de compétences à travers des projets conjoints et la création d'emplois. Cependant, certains chercheurs estiment que les bénéfices sont faibles et soulignent les risques de surendettement, la faible implication des entreprises locales et la prédominance de la main-d'œuvre chinoise dans certains projets, (Sun, Y. 2014 ; Corkin, L. 2016).

### ***1.3- Aides au développement par les accords et programmes éducatifs financés par la Chine***

L'éducation constitue un pilier majeur de la diplomatie chinoise en Afrique. Depuis les années 2000, la Chine offre des bourses d'études, des formations techniques et professionnelles, ainsi que des programmes de coopération universitaire avec les pays africains.

Selon une source datant de 2021 du quotidien xinhua tiré du site web du FOCAC (nd), le Bureau de l'Information du Conseil des Affaires d'Etat Chinois a publié un livre blanc en 2021 sur la coopération sino-africaine dans lequel le gouvernement chinois affirme avoir offert plus de 80 000 bourses aux étudiants africains depuis 2010. Ces initiatives s'inscrivent dans une logique de soft power, visant à former une élite africaine de demain capable de promouvoir ses valeurs, diffuser la langue et la culture chinoises (via les Instituts Confucius), mais aussi à répondre aux besoins en compétences techniques sur le continent (Liu, W., & Salgues, C. 2023). King Kenneth (2013) parle d'un « tournant éducatif chinois » qui contraste avec la rationalisation budgétaire occidentale dans le secteur de l'éducation. La Chine apparaît comme « un nouveau pôle d'attraction de

la mobilité étudiante africaine » car le nombre de bourses dédié aux jeunes Africains pour étudier en Chine a augmenté en passant de 2 000 par an en 2000 à 50 000 par an en 2019 selon le Plan d'action de Pékin 2019-2021. Selon, Guiaké, M., Gonondo, J., & Béché, E. (2023), la majorité des diplômés revenus de la Chine ont trouvé un emploi au Cameroun, soit depuis la Chine, soit immédiatement après leur arrivée au pays. Ils obtiennent un emploi dans un délai d'un à six mois après le délai de recherche d'emploi. Ces étudiants africains venus de Chine travaillent comme des professeurs de langue chinoise (interprètes/traducteurs) et des cadres fonctionnaires dans l'administration publique dans plusieurs pays africains dont la Côte d'Ivoire.

## **2. Méthodologie**

Dans le cadre de ce travail, nous optons pour une méthode mixte, combinant une étude des sources écrites ou documentaires et un échantillonnage par boules de neige. Dans un premier temps, nous avons constitué un corpus des travaux sur les aides au développement, les accords et programmes éducatifs octroyés à l'Afrique, y compris les politiques de coopération universitaire et académique entre la Côte d'Ivoire et la Chine. Les bourses d'études accordées aux étudiants ivoiriens sans toutefois oublier l'examen des infrastructures éducatives financées par la Chine (universités, écoles techniques, centres de formations et lycées), que nous avons analysées. Dans un second temps, nous avons adopté la technique d'échantillonnage par boules de neige pour recueillir des données auprès d'anciens étudiants ivoiriens ayant obtenu une bourse d'étude chinoise grâce à leur association. Cette approche est particulièrement adaptée aux populations difficiles à identifier ou à atteindre directement (Goodman, 1961). L'échantillon s'est limité à 25 anciens boursiers ivoiriens ayant étudié en Chine entre 2005 et 2020, 01 responsable au ministère des affaires étrangères et 01 responsable à la Direction des bourses. Cette méthode reste pertinente dans une approche exploratoire visant à comprendre les trajectoires et expériences de ces anciens étudiants et le témoignage des responsables de nos structures étatiques. Les données documentaires obtenues ont été organisées et analysées qualitativement. Par ailleurs, les données

recueillies par entretien ont fait l'objet d'un traitement qualitatif et quantitatif.

### **3. Résultats & Discussion**

Dans cette section, nous présentons les résultats de notre étude suivis de la discussion. La section est structurée en deux sous-sections distinctes dans lesquelles, la section 3.1 traite des résultats obtenus et la section 3.2 aborde la discussion dans le but de valider les résultats analysés.

#### ***3.1. Résultats***

Les résultats de l'enquête s'articulent autour de l'état des lieux des aides extérieures reçues par l'Afrique ; les axes de la coopération sino-ivoirienne de 1983 à 2023, puis les enjeux, les défis et les perspectives de la coopération sino-ivoirienne avec l'appui de la Chine au secteur Education-Formation en Côte d'Ivoire pour un vrai partenariat équilibré.

##### ***3.1.1- L'état des lieux des aides extérieures reçues par l'Afrique***

Selon Pacquement, F. (2010:55-80), l'histoire de l'aide internationale est indissociable du passé colonial des nations africaines. En effet, dans les années 1920, la France et le Royaume-Uni ont engagé des réflexions et conçu des plans pour la mise en valeur des colonies. En France, le ministre des Colonies Albert Sarraut a élaboré un programme d'investissement qui donne lieu à une loi portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises dès 1921. Il s'agissait de changer d'échelle et de doctrine dans l'exploitation des ressources des colonies, de passer d'un pacte colonial de dépendance étroite à une mise en valeur en « *association étroite avec les populations que l'on devait gagner à l'économie de marché* », (Pacquement, F., 2010:62). Par contre, le Royaume-Uni avait choisi une évolution parallèle, avec l'ancien ministre des colonies Lord Milner, qui plaidait en 1919 en faveur du développement des infrastructures et des ressources des colonies britanniques. Il apparaît que la notion d'exploitation directe n'était plus de mise mais l'investissement devrait servir l'intérêt de la colonie comme du colonisateur, à terme, de façon diffuse et indirecte (Pacquement, F. 2010:62). En outre, après l'accession à l'indépendance, la France a maintenu des relations privilégiées avec ses anciennes colonies par

l'intermédiaire du franc CFA, garantissant ainsi une forme de dépendance économique (Bouamama, S., 2021). Par ailleurs, cette forme de dépendance à travers les aides extérieures a été institutionnalisée et confiée au Fonds monétaire international (FMI), à la Banque mondiale et à l'Agence française de développement (AFD). En 2023, le FMI a renforcé son soutien financier à l'Afrique, notamment à travers des accords de financement avec 26 pays africains, en décaissant environ 4 milliards de dollars (Fonds Monétaire International, 2023). Le Groupe de la Banque mondiale a engagé 122,9 milliards de dollars en faveur des pays en développement, dont 38,6 milliards de dollars pour l'Afrique (Banque mondiale, 2023). Face aux échecs des aides et politiques économiques étrangères, René Dumont et Marie-France Mottin soutiennent que l'Afrique est « étranglée » par une combinaison de facteurs internes et externes. Ils dénoncent l'adoption de modèles de développement inadaptés, souvent calqués sur ceux des anciennes puissances coloniales, qui ont conduit à une dépendance accrue vis-à-vis de l'aide étrangère et à une marginalisation des populations rurales.

### ***3.1.2- L'axe agricole, commercial, économique et infrastructurelle de la coopération sino-ivoirienne de 1983 à 2023***

Selon le Ministère de l'Économie et des Finances ivoirienne (2022:1-7), ainsi que Xavier Aurégan (2014), les axes majeurs de la coopération sino-ivoirienne s'articule autour de l'économie et du commerce, des infrastructures, l'agriculture, l'éducation et formation, la culture et les échanges sociaux, la santé, la technologie et innovation. Du point de vue chronologique, cette coopération se présente comme suit:

- *De 1983 à 1993 : Une coopération axée sur l'agriculture*

Sous la présidence de Félix Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire a établi et développé des relations diplomatiques et de coopération avec la République populaire de Chine. Cette période a été marquée par des initiatives dans divers domaines, notamment les infrastructures et l'agriculture. Selon Aurégan, X. (2016), le projet de Guiguidou, situé dans la région de Divo, a été l'un des piliers de la coopération sino-ivoirienne dans le secteur agricole. Initiée par un protocole d'accord signé le 14 décembre 1984, cette initiative visait à aménager 500 hectares pour la culture du riz, en mettant en place un système d'irrigation et de

mécanisation adapté. Une mission technique chinoise a séjourné en Côte d'Ivoire entre décembre 1987 et avril 1988 pour concevoir les travaux nécessaires et la mise en œuvre d'une solution telle que la construction d'écluses sur un marigot pour éviter d'impacter négativement les cultures des populations locales.

- *De 1994 à 1999 : Une coopération sur l'agriculture, l'économie et les infrastructures*

La coopération agricole durant cette période entre dans une dynamique de diversification de partenariats économiques sous la présidence d'Henri Konan Bédié. Plusieurs échanges commerciaux visant à renforcer la production locale et un rehaussement qualitatif des relations diplomatiques. De ce fait, la Chine devient un partenaire important. En 1995, la balance commerciale est déficitaire pour la Côte d'Ivoire mais bénéfique pour la Chine avec des importations massives de produits manufacturés bon marché contre des exportations agricoles (cacao, café, hévéas). Néanmoins, le centre de Guiguidou est plus opérationnel en 1997 avec la formation de plusieurs agriculteurs locaux à la riziculture et à la modernisation des techniques agricoles. Cette coopération agricole s'est traduite par des dons, prêts et accords, visant à renforcer la production vivrière et surtout à transférer de savoir-faire dans ce domaine. Selon Gabas, J. J., & Ribier, V. (2015:21), les techniciens chinois ont apporté une expertise pointue dans une démarche d'assistance technique plus que d'investissement massif.

- *De 2000 à 2010 : Une coopération axée sur l'éducation, la formation et les infrastructures*

La coopération sino-ivoirienne se bonifie sous Laurent Gbagbo après son accession au pouvoir en octobre 2000 (Diaby, F. S. 2014:116-117). Sa vision est orientée vers une diversification des partenaires et une politique étrangère. En effet, « *Depuis 2000 [...] Laurent Gbagbo – diversifie ses partenaires. Au relatif détriment des sociétés françaises, des investissements brésiliens, arabes et asiatiques ont ainsi quelque peu remodelé le paysage économique-financier abidjanais. Et parmi ces investisseurs, les plus courtisés et de fait les plus présents sont les Chinois* », (Aurégan, X. 2011). En tant qu'enseignant, l'éducation et la formation deviennent un levier indispensable pour la reconstruction sociale et économique. Pendant cette période, plusieurs projets et initiatives se déroulent dans un contexte de montée en

puissance de la Chine en Afrique, mais aussi de fragilisation de la Côte d'Ivoire confrontée à la crise politico-militaire de 2002. Malgré l'instabilité, la Chine maintient sa présence en adaptant sa stratégie aux nouvelles réalités locales. L'engagement de la Chine dans l'agriculture ivoirienne reste limité par rapport à d'autres domaines. En 2005, une certaine stabilité s'installe avec les accords de paix donc, la Chine augmente des dons, des prêts, des investissements publics, ainsi que les visites officielles et des déplacements internes du personnel diplomatique chinois pour être au côté d'un pays ami en crise comme la Côte d'Ivoire (Séka, P. R., & Kouakou, C. K. 2008 ; Groupe de la Banque Africaine de Développement, 2011:41-42). Elle fait donc le choix des centres en forme de démonstrateurs agricoles. En 2008, la Chine participe à l'installation d'un centre agricole pilote à Tiassalé, orienté vers la formation des jeunes agriculteurs et l'expérimentation de semences améliorées de riz et de maïs (Aurégan, X. 2017:81-82). Selon Aurégan, X. (2015:97), « *En Côte d'Ivoire comme dans la majorité des États africains, notamment ceux qui n'exportent pas significativement de matières premières vers la Chine, les investissements publics sont majoritairement dirigés vers les infrastructures (tableau 2)* ». La Chine a donc réalisé plusieurs projets d'infrastructures parmi lesquels : le Palais de la Culture d'Abidjan et l'hôtel des députés à Yamoussoukro. Ces projets ont été soutenus par des financements et une expertise chinoise, marquant un engagement croissant de la Chine au côté de la Côte d'Ivoire.

- *De 2011 à 2023 : Une coopération axée sur l'agriculture et le commerce, l'économie et l'énergie, l'éducation et la formation, les infrastructures et Technologies*

La coopération Chine-Côte d'Ivoire (2011–2023) s'est intensifiée à travers un partenariat pragmatique, basé sur les besoins en développement du pays sous le Président Alassane Ouattara (Aurégan, X. 2014). Les réalisations sont nombreuses et visibles avec des défis persistants. De nombreux investissements agricoles chinois ont été réalisés en Côte d'Ivoire (Aurégan, X. 2017). Les produits agricoles tels que le cacao et l'hévéa via des centres de démonstration et les usines de transformation stratégique dans la région d'Abidjan ont été amorcés, (Aurégan, X. 2017). Dans le cadre de l'initiative "Belt & Road", le partenariat entre la Chine et la Côte d'Ivoire a renforcé la performance des filières exportatrices ivoiriennes à travers des flux commerciaux et

IDE entre 2013–2018 et un impact sur le produit intérieur brut (PIB) et la population des deux pays, (Kadidiatou, F. N., & Baolong, M. 2019). Le vice-président, Tiémoko Meyliet Koné, en marge des travaux du forum FSCA à Beijing, a signé 14 accords pour la réalisation de "projets structurants" portant entre autres sur la construction d'unités de production de machines agricoles, d'unités agro-industrielles, d'une centrale thermique, d'usines de montage de motos électriques et le transfert de compétences dans les domaines de la communication et du numérique (FOCAC/xinhua, 2024). Selon son Excellence Wu Jie, Ambassadeur de la République Populaire de Chine, plusieurs projets ont été réalisés en Côte d'Ivoire : le projet d'aménagement hydroélectrique de Gribo-Popoli, le projet de renforcement de l'alimentation en eau potable de douze villes, le projet de construction du 4e pont d'Abidjan, le projet de construction de la centrale biomasse Biovea par la firme chinoise CEEC (China Energy Construction Group Co., Ltd.), le projet de construction d'une usine de transformation du cacao et d'un magasin de stockage de fèves de cacao à Abidjan, les travaux de construction de l'Université de Bondoukou-Tranche 1, le 4e pont, les travaux de dédoublement de la route de la prison civile Sortie Est, l'usine de traitement de cacao d'Abidjan, et le projet de l'Université de Bondoukou" (Abidjan.net, 2024).

### ***3.1.3- L'axe éducation-formation de la coopération sino-ivoirienne de 1983 à 2023.***

La coopération entre la Chine et la Côte d'Ivoire dans le domaine de l'éducation et de la formation s'est développée progressivement depuis les années 1980, avec une intensification notable à partir des années 2000, notamment dans le cadre des sommets du Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC). L'appui chinois dans ce secteur se manifeste par la construction d'infrastructures scolaires, l'octroi de bourses d'études, et la formation technique et professionnelle, dans une dynamique diplomatique pour renforcer l'amitié sino-ivoirienne, mais tout en répondant aux besoins exprimés par l'Etat ivoirien.

- *La Chine et son appui au secteur Education-Formation en Côte d'Ivoire selon les études documentaires*

Plusieurs sources écrites révèlent un engagement croissant de la Chine dans la construction et l'équipement d'établissements scolaires en Côte

d'Ivoire. Selon les correspondants, Kouamé Alfred et Gueu Edison (2009), du quotidien gouvernemental ivoirien *Fraternité Matin* N°13263 du 27 Janvier 2009, deux collèges ont été construits à Anyama et Toupah dans la localité de Dabou. En 2016, le site web gouvernemental a rapporté la construction de quatre lycées d'excellence ultramodernes, dont celui de Grand-Bassam (Gouv.ci, 2016). Ces projets se sont poursuivis en 2020 avec la mise en œuvre de quatre autres lycées d'excellence à Bondoukou, San-Pedro, Abengourou et Bouaflé, ainsi que deux lycées professionnels à Sinfra et Didiévi (Gouv.ci, 2020). Ces infrastructures traduisent un appui stratégique dans le renforcement du système éducatif secondaire ivoirien, bien que les retombées concrètes sur la qualité de l'éducation restent difficiles à évaluer. L'octroi de bourses de formation et d'études universitaires constitue un pilier fondamental de la coopération sino-ivoirienne. Xinhua (2017) cité par Abidjan.net (2017) note qu'en 2016, l'ambassadeur de Chine en Côte d'Ivoire, son Excellence Tang Weibin a indiqué que la Chine a accordé 270 bourses à l'Etat ivoirien dans les domaines de l'enseignement supérieur, la formation militaire, l'agriculture et la culture au journal. Cette tendance se poursuit avec 40 bourses octroyées en 2021 (Diplomatie.gouv.ci, 2021) et plusieurs formations, en fin 2023, de 273 formateurs ivoiriens dans 22 spécialités techniques pour un renforcement de capacité en électricité, électronique, maintenance mécanique Agriculture, machinisme agricole, élevage, mécanique moto, et agriculture, (Gouv.ci, 2024). Cet appui démontre une diversification croissante des domaines couverts, s'inscrivant dans une logique de transfert de compétences.

- *La Chine et son appui au secteur Education-Formation en Côte d'Ivoire selon les enquêtes*

Les données issues des enquêtes de terrain auprès de 25 interviewés apportent un éclairage qualitatif sur la coopération sino-ivoirienne en matière d'éducation et formation. En effet, les anciens étudiants ivoiriens formés en Chine estiment que les bourses sont très bénéfiques pour eux car, elles leur permettent d'acquérir des compétences mais aussi leurs donnent plusieurs avantages gratuits parmi lesquels : l'hébergement, les frais de scolarité, les manuels d'études et même les voyages touristiques ou scientifiques. Les répondants estiment que les formations sont pertinentes et bien structurées, avec une insertion professionnelle élevée, notamment dans l'enseignement supérieur, à savoir : 90 % pour les

titulaires de doctorat contre 10% des diplômés de Master et Bachelor qui s'orientent dans le secteur privé soit en entrepreneuriat, dans les entreprises privées ivoiriennes ou chinoises et dans les entreprises publiques. Cependant, quelques interviewés notent une certaine opacité dans la redistribution des bourses octroyées chaque année et une réduction drastique par la partie chinoise au fur et à mesure que les années passent. La majorité des interviewés déplorent le manque de suivi, d'insertion professionnelle et de valorisation des diplômés ou ressources humaines qui reviennent dans leur pays après leur formation par la Chine. Du côté institutionnel, un responsable de la Direction des études et des bourses, Monsieur G.Y. attestent que les formations et les demandes boursières sont globalement alignées avec les priorités nationales. Par contre, il confirme que le suivi post-formation en vue de l'insertion professionnelle reste insuffisant. La réduction des quotas des bourses est également reconnue par Monsieur B.J-P., responsable au Ministère des Affaires Étrangères. Il précise que le nombre de bourses est fixé par la partie chinoise chaque année. Par ailleurs, il fait savoir que les prêts chinois relatifs à la coopération servent à la construction ou à la rénovation d'infrastructures socio-éducatives grâce aux accords bilatéraux. Les deux (2) répondants des institutions estiment que le retour des étudiants est encouragé et encadré par les ambassades qui jouent leur rôle citoyen dans ces pays dans la mesure où ces bourses souvent présidentielles sont accordées aux meilleurs.

### ***3.1.3- Les enjeux, les défis et les perspectives de la coopération sino-ivoirienne et africaine pour un vrai partenariat équilibré***

La coopération sino-africaine, tout comme la coopération sino-ivoirienne est caractérisée par des enjeux multidimensionnels avec des défis persistants et des perspectives variées pour la construction d'un partenariat véritable et équilibré. En effet, la Chine est devenue un partenaire incontournable pour l'Afrique, surpassant souvent les partenaires occidentaux traditionnels en termes d'échanges commerciaux, d'investissements et de financement d'infrastructures (Cabestan, J. P. 2013:154). Les enjeux majeurs pour l'Afrique résident dans sa capacité à tirer parti de cette coopération pour stimuler une croissance économique inclusive et durable. A cet effet, l'Afrique perçoit l'aide chinoise et la Chine comme un partenaire fiable, non conditionnel,

contrastant avec l'aide occidentale qui ne respecte pas souvent la souveraineté des pays africains (Zezeza, P. T. 2014). Les défis à surmonter restent la rivalité géopolitique entre la Chine et l'Occident qui fait de l'Afrique un terrain de conquête en raison de ses nombreuses ressources et le déséquilibre entre les intérêts des parties (Chine, Afrique et Côte d'Ivoire). L'Afrique et en particulier la Côte d'Ivoire doit exploiter cette marge de manœuvre pour négocier de meilleures conditions, notamment sur les emplois et transferts technologiques (Schiere, R., Ndikumana, L., & Walkenhorst, P. 2011:11). Dans la perspective de développement d'un partenariat équilibré, la Chine et l'Afrique doivent prioriser l'industrialisation et la transformation locale des matières premières afin de créer et de soutenir les chaînes de valeur ajoutée via des co-entreprises. En Côte d'Ivoire, un réajustement, fondé sur une planification concertée et l'évaluation des impacts des montants des prêts octroyés par la Chine et la spécificité des bourses dans certains domaines, permettront de rendre cette coopération plus inclusive, durable et orientée vers le développement du capital humain ivoirien. Nos états doivent former leurs propres ressources humaines à un degré où les industries chinoises qui viennent en Afrique puissent trouver des compétences locales comme la Chine a su le faire et les mettre à la disposition des entreprises occidentales qui ont délocalisé en Chine. La Côte d'Ivoire et l'Afrique doivent exprimer des besoins de formations et de renforcement des capacités locales en termes d'industrialisation. Au-delà des implantations des institut Confucius, il faut développer des centres et laboratoires de formation dans les universités en collaboration avec la Chine à l'image du Luban à l'INP-HB. La présence chinoise dans certains secteurs de l'économie doit faire l'objet d'accord de licence avant l'octroi des marchés pour garantir le transfert de technologie. Enfin, le partenariat gagnant-gagnant pour une coopération durable devrait être supervisé par une commission tripartite (Etat Ivoirien – Spécialistes africains ou ivoirien sur la Chine – Etat Chinois).

### ***3.2- Discussion***

L'échec des aides et politiques publiques au développement des partenaires occidentaux à l'Afrique est une réalité incontestable dans l'évolution des relations entre l'Afrique et ses partenaires (Sadio, A. 2019:191; Acker, K., Brautigam, D. et Huang, Y. 2020; Shleifer, Andrei. 2009:379-390.). Selon les chiffres de la Banque mondiale, près de 1.500

milliards de dollars d'aide publique au développement ont été donnés à l'Afrique subsaharienne depuis 1960 où Germain, G. (2022) estime cette aide à 3000 milliards de dollars d'aides. Plusieurs institutions internationales sont à l'origine des aides empoisonnées octroyées à l'Afrique. A cet effet, les institutions internationales telles que la Banque Mondiale, le FMI, l'ONU, l'Union Européenne ainsi que diverses ONG et quelques pays jouent un rôle majeur dans la distribution des aides internationales, surtout après la seconde guerre mondiale (Yahaya, M. 2010). Malgré la promotion de la production des biens publics et le renforcement du capital humain par l'assistance technique et les projets d'infrastructures, le renforcement du capital humain pour le transfert de connaissances reste limité pour nourrir la dépendance de l'Afrique.

En outre, l'aggravation de la pauvreté sur le continent remet en question les objectifs de l'aide au développement avec pour corollaires : une dépendance économique et l'assistanat, une imposition des conditionnalités et ingérences politiques, un endettement croissant des pays, des projets et politiques de développement inadaptés aux réalités locales (Smith, S. 2003; Hülsmann, J. G. 2003). Par ailleurs, à Dakar, lors de la huitième édition du Forum sur la coopération sino-africaine, les autorités chinoises ont affirmé que la Chine aurait prêté 153 milliards de dollars aux Etats africains et à des entreprises africaines entre 2000 et 2019 selon la China Africa Research Initiative, (RFI/Afrique, 2021). Mais aussi, entre 2007 et 2013, le Fonds de Développement Chine-Afrique avait déjà investi 1,9 milliards de dollars sur le continent africain (Wintgens, S. 2016). Cette aide chinoise a aussi ses avantages et ses limites. Elle est constituée de dons ou de prêts à taux avantageux, majoritairement orientée vers des projets visant à financer des programmes liés aux besoins fondamentaux des pays récipiendaires en éducation, santé, lutte contre la faim, accès à l'eau, développement d'infrastructures, etc..., (De Montferrand, B. 1988). En ce qui concerne le secteur éducation-formation entre la Chine et la Côte d'Ivoire, malgré les efforts déployés par la partie chinoise et ivoirienne, plusieurs critiques émergent dans l'analyse du secteur éducation-formation. D'abord, certaines études pointent un déséquilibre entre les intérêts chinois et les besoins ivoiriens, avec une orientation marquée des formations vers les domaines stratégiques pour la Chine : notamment l'apprentissage du mandarin, la culture chinoise ou encore les filières techniques liées à l'exportation de main-d'œuvre qualifiée locale. Il en résulte parfois une

formation de profils davantage utiles aux entreprises chinoises transmises en Afrique qu'au développement endogène ivoirien. La formation des étudiants débouche sur les métiers d'intermédiaires commerciaux en Chine ou des interprètes pour le compte d'entreprises chinoises dans les pays africains par rapport aux gains et intérêts particuliers.

## **Conclusion**

La coopération entre la Chine et l'Afrique, et plus particulièrement entre la Chine et la Côte d'Ivoire, constitue l'une des dynamiques géopolitiques et économiques les plus marquantes du XXI<sup>e</sup> siècle. Elle apparaît comme une alternative aux modèles traditionnels de coopération Nord-Sud souvent critiqués pour leur caractère asymétrique et leur logique d'assistance. À travers ses investissements dans les infrastructures, le commerce, l'éducation, la formation professionnelle et les échanges culturels, la Chine s'est progressivement imposée comme un partenaire stratégique de premier plan pour de nombreux pays africains. Cette relation présente des opportunités réelles pour le développement du continent. Les programmes de bourses d'études, les formations techniques, les transferts de savoir-faire, ainsi que la création d'instituts de langue et de culture contribuent au renforcement des capacités humaines et institutionnelles africaines. En ce sens, la coopération sino-africaine traduit une volonté affichée de construire un partenariat durable fondé sur l'apprentissage mutuel, le partage d'expériences et le développement des compétences locales. Toutefois, l'analyse du cas ivoirien révèle que les résultats de cette coopération demeurent contrastés. Malgré l'importance des investissements chinois dans plusieurs secteurs stratégiques, la transformation structurelle de l'économie ivoirienne reste limitée. Les transferts de technologies demeurent insuffisants, l'industrialisation progresse lentement et la diversification de l'appareil productif n'atteint pas encore le niveau nécessaire pour garantir une croissance autonome et durable. Dès lors, la question centrale soulevée par cette étude reste pleinement d'actualité : l'Afrique est-elle en train de sortir de la logique de l'assistance ou risque-t-elle simplement de substituer une dépendance à une autre ? L'enjeu ne réside donc pas uniquement dans la nature des financements ou dans l'origine des partenaires, mais surtout dans la capacité des États africains à définir et à défendre leurs propres priorités de développement. Une

coopération véritablement gagnant-gagnant suppose une relation fondée sur l'équilibre, la transparence, la réciprocité et la prise en compte des intérêts stratégiques de chaque partie. Elle exige également une participation plus active des acteurs africains dans la conception, la négociation, l'exécution et l'évaluation des projets de coopération. Dans cette perspective, les États africains doivent renforcer leurs capacités de négociation afin d'obtenir davantage de retombées locales en matière d'emplois, de transferts technologiques, de formation et de création de valeur ajoutée. Ils gagneraient également à mobiliser davantage les compétences de la jeunesse africaine formée en Asie, notamment en Chine, dont la maîtrise de la langue, de la culture et des pratiques économiques constitue un atout stratégique pour la conduite de partenariats plus équilibrés et plus efficaces. Par ailleurs, toute coopération internationale destinée à favoriser le développement durable de l'Afrique doit s'appuyer sur des piliers fondamentaux tels que l'éducation, l'innovation technologique, la recherche scientifique, l'industrialisation, la transformation locale des matières premières et la modernisation de l'agriculture. Ce sont ces leviers qui permettront aux économies africaines de renforcer leur compétitivité, de créer davantage d'emplois et de réduire leur vulnérabilité face aux fluctuations extérieures. En définitive, la coopération sino-ivoirienne représente une opportunité importante pour le développement de la Côte d'Ivoire, mais son succès dépendra de la capacité des acteurs nationaux à l'orienter vers des objectifs de développement durable et de souveraineté économique. L'Afrique ne pourra cesser d'être perçue comme une « éternelle assistée » que lorsqu'elle deviendra elle-même le principal moteur de son développement. La Chine peut être un partenaire de cette transformation, mais elle ne saurait s'y substituer. L'avenir du continent repose avant tout sur sa capacité à valoriser ses ressources, à investir dans son capital humain, à renforcer ses institutions et à construire des partenariats internationaux fondés non sur la dépendance, mais sur une coopération mutuellement bénéfique, équilibrée et porteuse de prospérité partagée.

## Références

- ABIDJAN.NET**, 2017, « Côte d'Ivoire : bourses d'étude du gouvernement chinois pour des étudiants », consulté sur <https://news.abidjan.net/articles/621309/cote-divoire-bourses-detude-du-gouvernement-chinois-pour-des-etudiants>.
- ABIDJAN.NET**, 2024, « Coopération sino-ivoirienne : “La part de la Chine dans les grands projets de construction d'infrastructures en Côte d'Ivoire” (Ambassadeur Wu Jie) », consulté sur <https://news.abidjan.net/articles/730332/cooperation-sino-ivoirienne-la-part-de-la-chine-dans-les-grands-projets-de-construction-dinfrastructures-en-cote-divoire-ambassadeur-wu-jie>.
- ACKER Kevin, BRAUTIGAM Deborah et HUANG Yufan**, 2020. Debt Relief with Chinese Characteristics.
- AMPIAH Kwofi**, 2007. Les impératifs politiques et moraux de la Conférence de Bandung de 1955, Londres, Global Oriental.
- AURÉGAN Xavier**, 2011, « La Chine en Côte d'Ivoire : le double jeu », Diploweb. La revue géopolitique.
- AURÉGAN Xavier**, 2014. Géopolitique de la Chine en Côte d'Ivoire, Thèse de doctorat, Université Paris VIII, Institut Français de Géopolitique, Paris.
- AURÉGAN Xavier**, 2015, « Les interventions chinoises en Côte d'Ivoire : aide, investissements et migrants-investisseurs », *Autrepart*, n° 76, pp. 89-108.
- AURÉGAN Xavier**, 2016, « Temps et non-temps de la Chine en Afrique », *Géoéconomie*, n° 81, pp. 177-195.
- AURÉGAN Xavier**, 2017, « Les centres de démonstration agricoles chinois en Afrique : étude de cas en Côte d'Ivoire », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 70, n° 275, pp. 63-91.
- AURÉGAN Xavier**, 2017, « Les investissements publics chinois dans les filières agricoles ivoiriennes », *Cahiers Agricultures*, vol. 26, n° 1.
- BANQUE MONDIALE**, 2023. Rapport annuel 2023 – Bureau de l'Administrateur Groupe Afrique II, Washington D.C., Banque mondiale.
- BAUER Peter Tamas**, 1971. *Dissent on Development*, Cambridge, Harvard University Press.

- BETTS Raymond F. et ASIWAJU A. I.**, 1987, « La domination européenne : méthodes et institutions », dans Histoire générale de l'Afrique, vol. 7, pp. 188-193.
- BOUAMAMA Saïd**, 2021. Les accords économiques Afrique-France : une histoire négative, Paris, Les Possibles.
- BRAUTIGAM Deborah**, 2009. The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa, Oxford, Oxford University Press.
- CABESTAN Jean-Pierre**, 2013, « Les relations Chine-Afrique : nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir », Hérodote, n° 150, pp. 150-171.
- CORKIN Lucy**, 2016, Uncovering African Agency: Angola's Management of China's Credit Lines, Londres, Routledge.
- DE MONTFERRAND Bernard**, 1988, « L'évolution des relations franco-africaines », Politique étrangère, pp. 681-691.
- DIABY Fodé Siré**, 2014. Les stratégies des entreprises chinoises en Afrique : quels objectifs, quelle coopération ?, Thèse de doctorat, Université Nice Sophia-Antipolis.
- DIPLOMATIE.GOUV.CI**, 2021, « Détails de la bourse | Chine », consulté sur <https://bourses.diplomatie.gouv.ci/bourse/details/80>.
- DUMONT René et MOTTIN Marie-France**, 1982. L'Afrique étranglée : Zambie, Tanzanie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Cap-Vert, Paris, FeniXX.
- EASTERLY William**, 2006. The White Man's Burden: Why the West's Efforts to Aid the Rest Have Done So Much Ill and So Little Good, New York, Penguin Press.
- FOCAC**, 2021, « La Chine publie un livre blanc sur la coopération Chine-Afrique dans la nouvelle ère », Xinhua.
- FOCAC/XINHUA**, 2024, « La Côte d'Ivoire salue la promotion de ses relations de coopération avec la Chine au rang de partenariat stratégique ».
- FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**, 2023. Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne – Renforcer la résilience dans un monde plus choquant, Washington D.C., FMI.
- GABAS Jean-Jacques et RIBIER Vincent**, 2015. Étude sur les interventions chinoises en Afrique de l'Ouest et australe dans le secteur agricole : les cas de l'Afrique du Sud, du Bénin, du Cameroun, du Mali et du Mozambique.

**GARETH Austin**, 2010, « Développement économique et jambes coloniales en Afrique », Revue internationale de politique de développement.

**GERMAIN Gilbert**, 2022. Non à un plan Marshall pour l'Afrique subsaharienne : 3000 milliards de dollars d'aides depuis 1960.

**GOODMAN Leo A.**, 1961, « Échantillonnage boule de neige », *Annals of Mathematical Statistics*, pp. 148-170.

**GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**, 2021. Livre blanc sur la coopération sino-africaine dans la nouvelle ère.

**GOUV.CI**, 2016, « Éducation : le projet chinois de construction de quatre lycées d'excellence ultramodernes prend forme ».

**GOUV.CI**, 2020, « Éducation : la Chine octroie 34 milliards de FCFA pour la construction et l'équipement de lycées d'excellence et professionnels ».

**GOUV.CI**, 2024, « Enseignement technique et professionnel : 92 formateurs et encadreurs pédagogiques bénéficient d'une formation de quatre mois en Chine ».

**GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT**, 2011. La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement ?

**GUIAKÉ Mathias, GONONDO Jean et BÉCHÉ Emmanuel**, 2023, « Formation en Chine et employabilité des diplômés camerounais de retour au pays », *Revue d'Études Sino-Africaines*, vol. 2, n° 1, pp. 21-35.

**HÜLSMANN Jörg Guido**, 2003, « Pourquoi le FMI nuit-il aux Africains ? », *Labyrinthe*, n° 16, pp. 35-58.

**FOFANA Nina Kadidiatou et BAOLONG Ma**, 2019, « OBOR Economic Impact in Ivory Coast-China Agricultural Investment Prospect », dans *Proceedings of the 10th International Conference on E-Business, Management and Economics*, pp. 26-32.

**KING Kenneth**, 2013. *China's Aid and Soft Power in Africa: The Case of Education and Training*, Oxford, James Currey.

**KONATÉ Moussa**, 2010. *L'Afrique noire est-elle maudite ?*, Paris, Fayard.

**KOUAMÉ Alfred et GUEU Edison**, 2009, « Scolarisation : la Chine offre deux collèges d'un coût de 600 millions », *Fraternité Matin*, n° 13263 du 27 janvier 2009.

**LIU Wenling et SALGUES Camille**, 2023, « Repenser par le bas les échanges universitaires afro-chinois », *Revue internationale des études du développement*, n° 252, pp. 161-185.

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES**, 2022. Point de coopération Côte d'Ivoire–Chine.

**MOYO Dambisa**, 2009. *Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa*, New York, Farrar, Straus and Giroux.

**NIQUET-CABESTAN Valérie**, 2006, « La stratégie africaine de la Chine », *Politique étrangère*, n° 2, pp. 361-374.

**PACQUEMENT François**, 2010, « Le système d'aide au développement de la France et du Royaume-Uni », *Revue internationale de politique de développement*, n° 1, pp. 55-80.

**PAIRAULT Thierry**, 2020, « Relations sino-ivoiriennes : le ressenti et l'observé », *Afrique contemporaine*, n° 271-272, pp. 247-257.

**PLANE Patrick**, 1998, « Les services publics africains à l'heure du désengagement de l'État », *Annales des Mines*, pp. 39-48.

**POZZAR Marie-Hélène**, 2009. *L'aide chinoise à l'Afrique : la difficulté à penser la notion d'aide chinoise au développement*, Montréal, UQAM.

**RFI AFRIQUE**, 2021, « Forum Chine-Afrique à Dakar : Pékin promet une nouvelle ère face aux inquiétudes africaines ».

**SADIO Adama**, 2019. *Conditionnalité politique de l'aide publique au développement des partenaires occidentaux à l'Afrique*, Thèse de doctorat, Université de Normandie.

**SAMB Moussa**, 2009, « Privatisation des services publics en Afrique subsaharienne », Afrilex.

**SARRASIN Bruno**, 1998. *Ajustement structurel et lutte contre la pauvreté en Afrique : la Banque mondiale face à la critique*, Paris, L'Harmattan.

**SCHIERE Richard, NDIKUMANA Léonce et WALKENHORST Peter**, 2011. *La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement*, Tunis, Banque Africaine de Développement.

**SÉKA Pierre Roche et KOUAKOU Clément Kouadio**, 2008, « Relations économiques entre la Chine et l'Afrique : le cas de la Côte d'Ivoire », *AERC Scoping Studies on China-Africa Economic Relations*.

**SHLEIFER Andrei**, 2009, « Peter Bauer and the Failure of Foreign Aid », *Cato Journal*, vol. 29, n° 3, pp. 379-390.

**SMITH Stephen**, 2003. *Négrologie : pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Calmann-Lévy.

- SUN Yun**, 2014. *China's Aid to Africa: Monster or Messiah?*, Washington D.C., Brookings Institution.
- TADONKI Georges**, 2017, « Une leçon de géopolitique pour l'Afrique », *Outre-Terre*, pp. 369-376.
- TANDON Yash**, 2008. *Ending Aid Dependence*, Oxford, Fahamu Books.
- WINTGENS Sophie**, 2016, « La coopération Sud-Sud : le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine », dans *La nouvelle géographie du développement*, pp. 157-173.
- XINHUA**, 2017, « Côte d'Ivoire : bourses d'étude du gouvernement chinois pour des étudiants ».
- YAHAY Mahamane**, 2010. *L'impact de l'aide publique au développement sur les politiques publiques des pays de l'Afrique de l'Ouest*, Thèse de doctorat, Université Jean Moulin Lyon 3.
- ZELEZA Paul Tiyambe**, 2014, « The Africa-China Relationship: Challenges and Opportunities », *Canadian Journal of African Studies*, vol. 48, n° 1, pp. 145-169.